Visite du Médiateur de la République à de jeunes présumés rebelles au Burundi

PANA, 02 octobre 2014 Bujumbura, Burundi - Lâ€™Ombudsman, Mohamed Rukara, a rendu une visite d'information, mardi, Ã cinq jeunes prÃ©sumÃ©s dÃ©serteurs dâ€™une rÃ©bellion naissante qui avaient Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s, la semaine derr sol de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo voisine, avant leur incarcÃ©ration dans un cachot de la Police nationale Ã Cibitoke, une province du Nord-Ouest du pays, a rapportÃ©, mercredi, la radio nationale du Burundi, citant une source proche du MÃ©diateur de la RÃ©publique. Selon la conseillÃ¨re juridique du MÃ©diateur, Me Jacqueline Rukuki, le MÃ©diateu a pris le temps nÃ©cessaire pour Ã©couter les jeunes prÃ©sumÃ©s rebelles, avant de charger une commission dâ€™enquÃªt plus en profondeur sur lâ€™affaire.

Jeudi dernier, la mÃªme radio dâ€™Etat burundaise avait citÃ© lâ€™Alliance dÃ©mocratique pour le changement (ADC, une coalition de partis politiques de lâ€™opposition) dâ€™Ãªtre derriÃ¨re cette rÃ©bellion naissante. Le prÃ©sident de lâ€™ADC, Ngendakumana a, par la suite, dÃ©clarÃ© que ce nâ€™Ã©tait pas la premiÃ¨re fois que lâ€™Alliance Ã©tait mise en cause da genre de dossier par Â«simple manipulationÂ» de lâ€™opinion. Le retrait de l'ADC des Ã©lections gÃ©nÃ©rales de 2010 avai suivi par de fortes tensions postÃ©lectorales et la fuite Ã l'Ã©tranger de certains leaders politiques de l'opposition. Du cÃ´tÃ© toujours du mÃ©diateur de la rÃ©publique, on prend l'affaire d'une supposÃ©e rÃ©bellion naissante au Burundi trÃ¨s au sÃ©rie et la commission ira, sâ€™il le faut, en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, pour mieux enquÃªter sur ce dossier sÃ©curita qui nâ€™est cependant pas le premier du genre Ã troubler lâ€™opinion, ces derniers temps, dans les relations de voisinage en les deux pays. La prÃ©sence supposÃ©e de jeunes affiliÃ©s au parti au pouvoir au Burundi sur le sol congolais pour des entraÃ®nements paramilitaires supposÃ©s reste Ã la Une de lâ€™actualitÃ© politique, diplomatique et sÃ©curitaire Ã Bujumb depuis des mois. Les gouvernements burundais et congolais ont toutefois dÃ©jÃ dÃ©menti, Ã plusieurs reprises, une telle prÃ©sence de paramilitaires au motif qu'il reste Ã©galement flou Ã ce jour. Un dÃ©fenseur des droits humains connu au Burundi par qui ces rÃ©vÃ©lations controversÃ©es sont arrivÃ©es, a bÃ©nÃ©ficiÃ© dâ€™une remise en libertÃ© conditionnel bout de quatre mois dâ€™incarcÃ©ration Ã Mpimba, la prison centrale de Bujumbura, pour Â«atteinte Ã la sÃ©curitÃ© intÃ©r extÃ©rieure de lâ€™EtatÂ». Le prÃ©sident de lâ€™Association pour la dÃ©fense des droits humains et des dÃ©tenus, Pierre Mbonimpa, nâ€™a cependant pas regagnÃ© immÃ©diatement son domicile Ã cause de son Ã©tat de santÃ© qui le maintient un mois sur un lit dâ€™hÃ´pital Ã Bujumbura. Le Burundi sâ€™achemine vers des Ã©lections gÃ©nÃ©rales en 2015, sur fond tensions sociopolitiques grandissantes.